Breakthrough ACTION Guinea

Qui influence la lutte contre le paludisme, l'amélioration de la santé maternelle, néonatale et infantile et l'utilisation des méthodes modernes de contraception Guinée en 2019?

Une analyse des dynamiques du réseau des parties prenantes par l'outil NetMap

Submitted to: USAID

Submitted by: Breakthrough ACTION Guinea





CONTENTS



Pg. 10



Pg. 12



RÉSUMÉ

Pg. 17



LES RESULTATS

Pg. 19



PROCHAINES ÉTAPES

Pg. 63

ABF	Association pour le been être familiale		
ACT Social	Action sociale/Ministère de l'action sociale de la promotion féminine et de l'enfance		
AF. Arc-en-	Afrique Arc-en-ciel		
ciel			
AFD	Agence Française de Développement		
AGBEF	Association Guinéenne pour le Bien-être Familiale		
AGIL	Alliance pour la gouvernance des initiatives locales		
AJADIG	Association des jeunes pour le développement intégré de la Guinée		
AJFDG	Association des jeunes filles de Guinée		
AJS	Association des journalistes pour la santé		
AJVID	Association des jeunes volontaires pour des initiatives et le Développement		
AME	Association mère en enfant		
AMESS-			
GUINEE	Association des mères monoparentale pour les soins de santé		
AMIRAF	Association des médias régional de Faranah		
AN	Assemblée Nationale		
ANCG	Association des nutritionnistes communautaires de Guinée		
ANSS	Agence nationale de sécurité sanitaire		
APIC	Action pour la promotion des initiatives communautaires		
APPSCD	Association pour la promotion de la santé communautaire et le développement		
APROSAG	Association pour la promotion de la santé en Guinée		
ASC	Agence de santé communautaire		
ASFEGMASI	Association des femmes de Guinée pour les maladies sexuellement transmissible		
AVES	Association des volontaires pour l'environnement et la santé		

ВА	Breakthrough Action
BAD	Banque africaine de Développement
BICIGUI	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie en Guinée
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque mondiale
BSD	Bureau stratégique de Développement
CAM	Club des Amis du Monde
CEAD	Centre d'étude et d'appui au développement
CECOJE	Centre de conseils et d'orientation des jeunes
CENAFOD	Centre Africain de Formation au Développement
CDC	Centers for disease control and prevention
CGPD	Corps guinéen pour la paix et le développement
CJIMAD	Comité Jeune Mon Avenir d'abord
CNOSCG	Conseil National des Organisations de la société civile Guinéenne
СОСОВА	Coalition des communicateurs et organisations communautaires de base
COFEL	Coalition des filles et femmes leaders
COFIG	Coalition des Filles et Femmes de Guinée
CRAV	Comité régional d'appui à la vaccination
CRBM	Comité régional RBM
CRG-FICR	Comité régional de la Croix rouge
CRLP	Comité régional de lutte contre le Palu
CRS	Catholique relief services

ABF	Association pour le been être familiale		
ACT Social	Action sociale/Ministère de l'action sociale de la promotion féminine et de l'enfance		
AF. Arc-en-	Afrique Arc-en-ciel		
ciel			
AFD	Agence Française de Développement		
AGBEF	Association Guinéenne pour le Bien-être Familiale		
AGIL	Alliance pour la gouvernance des initiatives locales		
AJADIG	Association des jeunes pour le développement intégré de la Guinée		
AJFDG	Association des jeunes filles de Guinée		
AJS	Association des journalistes pour la santé		
AJVID	Association des jeunes volontaires pour des initiatives et le Développement		
AME	Association mère en enfant		
AMESS-			
GUINEE	Association des mères monoparentale pour les soins de santé		
AMIRAF	Association des médias régional de Faranah		
AN	Assemblée Nationale		
ANCG	Association des nutritionnistes communautaires de Guinée		
ANSS	Agence nationale de sécurité sanitaire		
APIC	Action pour la promotion des initiatives communautaires		
APPSCD	Association pour la promotion de la santé communautaire et le développement		
APROSAG	Association pour la promotion de la santé en Guinée		
ASC	Agence de santé communautaire		
ASFEGMASI	Association des femmes de Guinée pour les maladies sexuellement transmissible		
AVES	Association des volontaires pour l'environnement et la santé		

СТЕРІ	Centre de traitement épidémiologique
DMR	Direction des micros-réalisations
DN Jeunesse	Direction nationale de la jeunesse
DNEC	Direction nationale d'Éducation civique
DNEHS	Direction Nationale des Établissement Hospitalier
DNGELM	Direction nationale des Grands endémies et lutte contre les maladies
DPS	Direction préfectorale de la santé
DNPL	Direction nationale Pharmacie et Laboratoire
DNPM	Direction Nationale Pharmacie et Médicaments
DNPS	Direction nationale de la promotion de la santé
DNSCMT	Direction Nationale de la santé communautaire et la Médecine traditionnelle
DNSFN	Direction nationale de la santé familiale et nutrition
ERARE	Équipe régionale d'alerte et de riposte aux épidémies
FAO	Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDD	Fédération Ben Kady de Dalaba
FMG	Fraternité médicale de Guinée
FMK	Fédération mounafagny de Kindia
FOSAD	Fondation pour la santé et le développement
GAC	Guinea Alumina Corporation (GAC)
GAVI	Alliance mondiale pour la vaccination
GIZ	Agence de coopération internationale allemande
GRSDP	Groupe des religieux pour la santé et la paix

HKI	Helen Keller Internationale
HR	Hôpital régional
IGVD	Initiative Guinéenne des Volontaires pour le Développement
IMC	International Medical Corps
INAAPSO	Initiative et action pour l'amélioration de la santé de la population
INSP	Institut nationale de santé publique
IPPF	Fédération internationale pour la planification familiale
IRE	Inspection régionale de l'éducation
IREEF	Inspection régionale dès l'environnement des Eaux et Foret
IREL	Inspection régionale de l'élevage
IRAR	Inspection régionale des affaires religieuses
IRE	Inspection régionale de l'éducation
IRJ	Inspection régionale de la jeunesse
MCDI	Médicale Care Développement international
MENA	Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation
METFP	Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
MOSO	Mobilisateur sociale
MS	Ministère de la santé
MSF	Médecin sans Frontier
MUFA	Mutuelle des femmes d'Afrique
ОСРН	Organisation Catholique pour la promotion humaine
OCB	Organisation communautaire de base

OIE	Organisation internationale de santé animale
OIM	Organisation internationale pour la migration
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMVS	Organisation pour la mise en Valeur du fleuve Sénégal
ONAM	Organisation Nationale d'appui à la Mutualité en Guinée
OOAS	Organisation ouest africaine pour la santé
OPAL'S	Organisation Panafricaine de lutte pour la santé
OSC	Organisation de la société civile
OSPADEC	Organisation Guinéenne pour la santé, la paix et le développement communautaire
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PASA	Programme d''appui à la santé
PEV	Programme élargie de vaccination
PMI	Présidentiel Malaria Initiative
PNLP	Programme national de lutte contre le paludisme
POSSAV	Plateforme des organisations de la société civile pour le soutien à la vaccination pour la santé
PROSMI	Protection sociale Maternelle et infantile
RAES	Réseau des Acteurs pour l'Éducation et la santé
RECAP +	Réseau Guinéenne des associations des PVVIH
RECO	Relais communautaire
REDISSE	Projet REDISSE
REFIG	Réseau des Femmes Infectés de Guinée
RENACOT	Réseau nationale des communicateurs traditionnels

RTI	Research Triangle Institute
SAG	Société AngloGold Ashanti de Guinée
SAMI	Santé maternelle et infantile
SENAH	Service National d'Action Humanitaire
SERACCO	Service régional d'appui aux collectivités et coordination des associations et ONG
SGAR	Secrétariat général des affaires religieuses
SMFG	Société des Fer et Mines de Guinée
SNAPE	Service National d'aménagement des points d'eau
UDEC	Union pour le développement communautaire
UGVDD	Unions Guinée Volontaire pour le Développement Durable
UMSA	Unité mobile de santé animale
UNICEF	Fonds des nations unies pour l'enfance
UNFPA	Fonds des nations unies pour la population
UPC	Unité de protection civile
USAID	Agence américaine pour le développement international



Buts et objectifs

Breakthrough ACTION accompagne l'Etat Guinéen à travers le Ministère de la Santé et ses partenaires dans la mise en œuvre d'une stratégie efficace en matière de Changement Social et de Comportement.

Une visite de terrain du Centre des Programmes de Communications de l'Université de Johns Hopkins réalisé au compte du projet Breakthrough ACTION a révélé une insuffisance de coordination cohérente, de cadre d'échange et de partage d'informations entre les acteurs à tous les niveaux : national, régional districts sanitaires. (ref. TDRs).

Pour cette raison, Breakthrough ACTION a engagé un expert international de NetMapping pour diriger des ateliers au niveau national et régional sur les comportements sanitaires prioritaires à travers le paludisme, la planification familiale/santé reproductive (PF/SR), la santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI), et sur les zoonoses/communication des risques pour notre projet Global Health Security Agenda (GHSA)

Breakthrough ACTION entend utiliser les résultats du NetMap pour donner plus de dynamisme au groupe technique de travail (GTT) en Changement Social et de Comportement (CSC) afin de renforcer la coordination et la collaboration entre les partenaires intervenant dans le CSC en Guinée.



La question NetMap

La cartographie NetMap commence toujours par la définition de la question NetMap. C'est la question autour de laquelle le facilitateur conduit les participants à explorer le réseau des acteurs. Les questions NetMap posées était comme suit:

« Qui influence le/la _____ au niveau national en 2019? »

Thématique Paludisme

- Niveau national « Qui influence la lutte contre le paludisme au niveau national en 2019? »
- Niveau régional: « Qui influence la lutte contre le paludisme dans les différentes regions de Guinée en 2019? »

Thématique SMNI

- Niveau national « Qui influence l'amélioration de la santé maternelle, néonatale et infantile au niveau national en 2019? »
- Niveau régional « Qui influence l'amélioration de la santé maternelle, néonatale et infantile dans les différentes régions de Guinée en 2019? »

Thématique PF/SR:

- Niveau national « Qui influence l'utilisation des méthodes modernes de contraception par les femmes en âge de procreer au niveau national en 2019? »
- Niveau régional « Qui influence l'utilisation des méthodes modernes de contraception par les femmes en âge de procréer dans les différentes régions de Guinée en 2019? »

LA MÉTHODOLOGIE NETMAP

L'identification des acteurs

Les acteurs sont cités nommément par les participants et portés sur la carte sur acceptation consensuelle de tous ou de la majorité.

Identification des intérêts ou positions des acteurs

Quelle est la position ou l'attitude de chaque acteur vis-à-vis du changement recherché sur le terrain? Les acteurs ayant une attitude favorables ou défavorable sont identifiés.





La mise en relation

Qui fait quoi avec qui entre les acteurs répertoriés sur la carte? Des liens sont tracés et en fonction de l'intensité de la relation.



LES INTÉRÊTS



INFLUENCE

L'identification des pouvoirs d'influence

Quel est le pouvoir de chaque acteur à influencer les populations à aller dans le sens du changement recherché? Le pouvoir d'influence est gradué de 0 à 8 et attribué par consensus des participants à chaque acteur sur la carte.

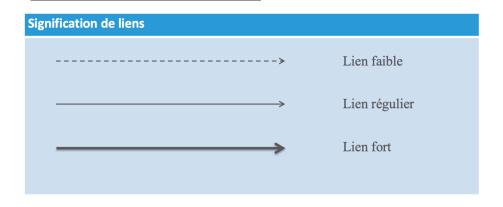
La méthodologie NETMAP

LA MÉTHODOLOGIE NETMAP

La Digitalisation Des Données

Catégories	des acteurs et code couleurs	Pouvoir d'influence	
	Public Communautaire Partenaire Technique et Financière (PTF)	La taille de la bulle correspond au degré du pouvoir d'influence de l'acteur	
Ε	Organisation Non-Gouvernementale (ONG) Privé	0 0 0	

La Digitalisation Des Données



LA MÉTHODOLOGIE NETMAP

La Digitalisation Des Données

ACTIVITÉ 01

La saisie dans le format Excel

ACTIVITÉ 02 Le transfert dans le logiciel Datamuse

ACTIVITÉ 03

La manipulation des cartes

ACTIVITÉ 04 **L'analyse**

- Toutes les données recueillies sur la carte sont codifiées et saisies dans un fichier Excel.
- Le fichier Excel est transféré vers un logiciel spécialisé qui en sort la version numérique de la cartographie.
- A l'état brut, les cartes doivent être manipulées pour faciliter la visualisation en fonction des thèmes ou angle d'analyse souhaités.
- L'analyse des données



Résumé

Bien que beaucoup d'efforts ont été fourni pour la coordination des interventions dans la lutte contre le paludisme, l'amélioration de la santé maternelle, néonatale et infantile et l'utilisation des méthodes modernes de contraception en Guinée, la cartographie nous montre des difficultés de coordination qui persiste et qui varie selon le programme. Le PNLP est peut impliquer dans l'implémentation des activités déconcentré, il n'a aucun lien direct avec les acteurs au niveau communautaire. La Direction Nationale de la Santé Familiale et la Nutrition qui est le point d'ancrage de la SMNI et la PF a une forte implication dans les activités SMNI mais il se heurte souvent à des difficultés qui est dû à la multiplicité des acteurs qui entraîne une duplication des interventions sur le terrain. Il fait montre de la même implication dans les activités de la PF qu'il gère aussi bien que mal, mais il éprouve toujours des difficultés à mettre une dynamique de concertation entre les acteurs du niveau national et communautaires.



Qui influence la lutte contre le paludisme en Guinée en 2019?

Acteurs engagés dans la lutte contre le paludisme niveau national				
Publics	Communautaires	PTF	PRIVE	
MS ; MENA ; Secrétariat	GA Com; OCPH; Associations	OMVS ; USAID ; AMF ;	SMFG; MUFA;	
General; Infirmerie	féminines; Eleveurs éducateurs ;	BID; OMS; PMI; Fonds	SAG; GAC;	
Militaire; DRS; SGAR;	Solidarité ; GUIDRE ; IGVD ; Mutuelle	Mondial	BISIGUI ; Total	
Ministère Com.; PCG;	Sante ; Artiste ; CJIMAD ; FDD ;	ONG	Guinée ; Orange	
PNLP; Media; ASC; DMR	CAM; CENAFOD; Leaders religieux;	MSF Belgique; RTI; CRS;	Guinée ;	
	APIC ; INAASPO ; Ménages ;	Child Fund ; Plan Guinée ;	Pharmacies ;	
	APROSAG ; ABF	JHPIEGO ; HRH 2030 ;	Cliniques privées	
		MCDI ; BA Guinée		

Qui influence la lutte contre le paludisme en Guinée en 2019?

Constat General

- Le paludisme est le secteur qui attire le plus d'acteurs parmi les trois thèmes de la santé intégrée.
- Les acteurs communautaires sont les plus nombreux des acteurs engagés dans la lutte contre le paludisme au niveau national
- C'est les secteurs qui réunit le plus d'acteurs privés au niveau national

Le paludisme NETMAP

Analyse thématique des cartographies

Dynamique de concertation entre acteurs au niveau national et défis de coordination des interventions dans la lute contre le paludisme

La dynamique de concertation entre les acteurs engagés dans la lutte contre le paludisme au niveau national consacre un leadership des quelques ONGs telles que RTI, Child Fund et dans une moindre mesure le PNLP qui est le partenaire étatique principal.

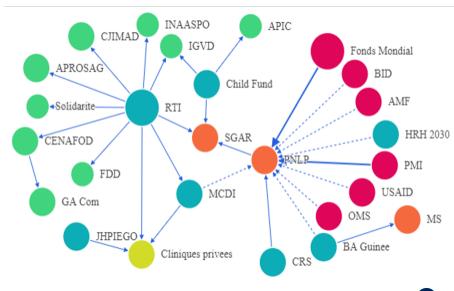
Concertation palu niveau national CENAFOD ◆MCDI RTI BISIGUI Orange Guinee APIC PNLP FDD OMS Child Fund Fonds Mondial Plan Guinee CRS OCPH BA Guinee ABF Pub1 **C**ommunaut RIFE Mutuelle Sante **ONG** Pri

vé

Appui technique aux acteurs engagés dans la lutte contre le paludisme au niveau national

Le constat de la centralité des ONGs RTI et Child Fund se répète également dans la dynamique de renforcement des capacités des acteurs. Le PNLP a une faible implication à ce niveau également. La cartographie ci-dessous montre que bien que le PNLP soit le principal beneficiaire des activités de formation réalisées par la plupart des ONG et PTF au niveau national, il n'apporte du soutien technique en retour qu'à un seul acteur qui est le SGAR.

Renforcement capacités palu niveau national



LA CARTOGRAPHIE

Analyse thématique des cartographies

Un faible engagement du PNLP

- Au-delà des rencontres de concertation trimestrielles, on note que les initiatives de concertation avec le PNLP sont très faibles.
 En tant qu'organe étatique principal de mise en œuvre des programmes/projets en matière de lutte contre le paludisme au niveau national, il devrait être mieux impliqué dans la concertation avec les autres acteurs.
- D'après les participants à l'atelier, il n'existe aucun lien direct de concertation entre le PNLP et les acteurs communautaires et privés engagés au niveau national. Ces acteurs constituent le poumon des initiatives de sensibilisation et de distribution des intrants, et ils sont en contact direct avec les populations.
- Cet état de fait met en évidence une des causes fondamentales de la difficulté de coordination des interventions en matière CSC contre le paludisme quand on sait que le PNLP n'a pas une présence directe au niveau régional et qu'il agit via des points focaux.

Absence de concertation transversale

Aucun lien de concertation entre des acteurs au niveau communautaire n'est identifié dans la cartographie au niveau national. Or, c'est la concertation transversale au niveau communautaire qui crée la cohésion et facilite la coordination des différentes interventions.

Quelques difficultés ou résistances

- L'utilisation des moustiquaires MILDA connait de la résistance chez certains ménages et serait du à:
 - L'odeur du produit qui fatigue certaines personnes;
 - Les populations préfèrent plus la forme conique que la forme rectangulaire;

Qui influence la lutte contre le paludisme en Guinée en 2019?

Acteurs engagés dans la lutte contre le paludisme niveau régional				
Publics	Communautaires	PTF	PRIVE	
CRAV; PCG; IRE;	Media communautaires ; OCPH ; UDEK ; FDD ;	JHPIEGO;	Media privés;	
HR; DRS; Force de	APPSCD; AJADIG; FMG; AVES; MOSO; CRLP;	CHEMONICS;	Grossiste;	
Sécurité; CECOJE ;	AGIL; SEPT; ABEF; INAAPSO; CRBM; GUIDRE;	Fondation Merie;	Transporteurs	
Media publics	SOLIDARITE; Peres éducateurs; AACG; RENACOT;	Stop Palu; Plan		
	CGPD; Soutoura; Leaders religieux; PRIDE Guinée;	Guinée; CRS;		
	APIF; COSAH; APIC; AJP; CAM; AFVDD; JALI-AC;	Child Fund		
	CEAD; ASC; OCB; RECO; FMK; AMIRAF; AJVID;			
	UGVDD			

Qui influence la lutte contre le paludisme en Guinée en 2019?

Constat General

- Une forte présence des acteurs communautaires, soit
 68% des acteurs engagés au niveau régional
- Le PNLP n'a pas de démembrement au niveau régional .
 Il ressort des propos des participants que le PNLP
 travaille avec des points focaux pris en charge par
 l'USAID

Organisation des circuits d'approvisionnement en intrants au niveau régional

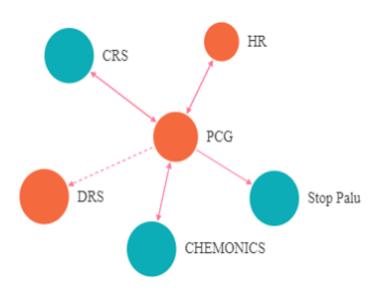
*L'essentiel des intrants est fourni par des ONGs à la PCG qui assure l'approvisionnement réguliers des hopitaux régionaux et des stocks tampons dans les DRS pour palier aux ruptures.

La dynamique de concertation entre acteurs face au défis de coordination

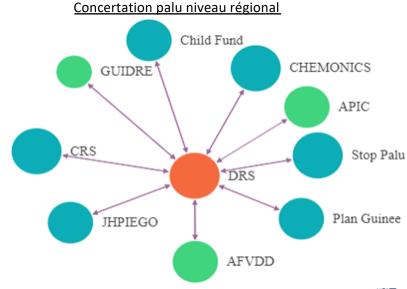
- Des réunions de revue trimestrielle du paludisme seraient organisées pour permettre aux acteurs de faire le point sur les activitées realisées, identifier les difficultés rencontrées et formuler des recommandations.
- Au cours d'une rencontre dénommée Comité Technique Régional de la Santé (CTRS), les ONGs engagées dans la lutte contre le paludisme rendent compte de leurs activités aux DRS.

Malgré tous ces efforts, la cartographie des réseaux de concertation entre les acteurs au niveau régional montre qu'il existe des insuffisances.

Intrants palu niveau régional







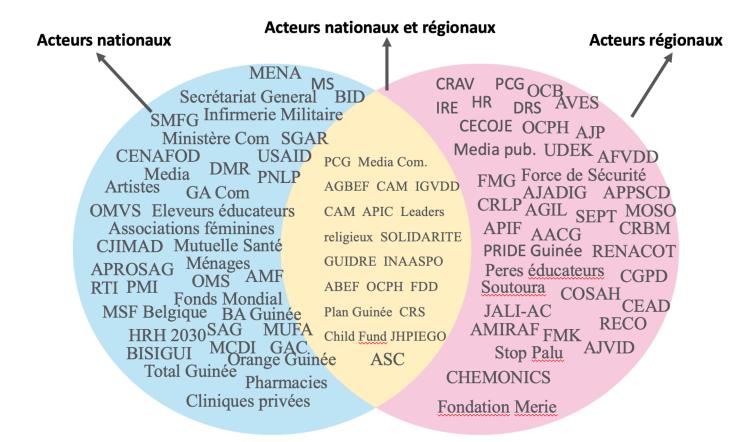
En effet, il y a une faible participation des acteurs communautaires dans les initiatives de concertation avec la DRS.

Seul 3 des 39 acteurs communautaires identifiés sont en lien de concertation avec la DRS. Vu que la DRS est le principal représentant étatique au niveau régional, elle devrait nécessairement avoir une meilleure dynamique de concertation avec les acteurs communautaires, d'autant plus que ce sont eux qui agissent sur le terrain.

Des difficultés d'ordre général qui peuvent avoir un impact sur la coordination des différentes activités de lutte contre le paludisme au niveau régional

- La grille d'évaluation mise à la disposition par le PNLP serait difficile à administrer par les agents sur le terrain
- Le paiement tardif des RECO serait un facteur qui freine la lutte contre le palu
- La multiplicité des interventions conduisent souvent à des duplications et des difficultés d'harmonisation des messages
- Il y aurait une insuffisance de fond et certaines DRS ne feraient pas une supervision intégrée.
- L'inaccessibilité à certaines zones complique la tâches

Tableau Interactif des Acteurs Palu au Niveau National et Regional



Acteurs engagés dans l'amélioration de la SMNI au niveau national				
Publics	Communautaires	ONGs	PTF	Privés
Ministère Jeunesse;	GRSDP; REGAPLUS;	DKT Int ; RAES ;	Fonds	Réseau clin.
Ministère Action	Coalition femme fille	CRS ; Plan	mondial ;	Privées;
Sociale; D. N. J; MS;	leader ; AME ; COFIG;	Guinée ; Croix	GAVI ; AFD ;	Media privés
DNPL; DNGELM;	COFEL; ASFEGMASI;	rouge Guinée ;	JPHIEGO;	
DNSCM; BSD;	AN; FMG; FOSAD	AGIL; MSF	AKI ; UNICEF ;	
DNEHS; DNPM;	; POSSAV; AJFDG;		USAID;	
			UNFPA;	
			OMS;	

Acteurs engagés dans l'amélioration de la SMNI au niveau national					
Publics	Communautaires	ONGs	PTF	Privés	
MENA; Media publics ;	PROSMI; AGEBEF; AJS;		Plan Int ; Banque	Commerçants;	
SGAR; CECOJE;	CNOSG; Enfants du		Mondiale ; Intra Health ;	Revendeurs	
DNEC; DNSFS-N;	future; Sauver les		GIZ ; Amplify Change ;	ambulants; Salles	
SNPS;	femmes ; Coali. Nat. Part.		Initiative 5%; OOAS; Bill	de soins;	
	Ouaga; REFIG; AF. Arc-		et Melinda Gate ; IPPF		
	en-ciel				

Constat General

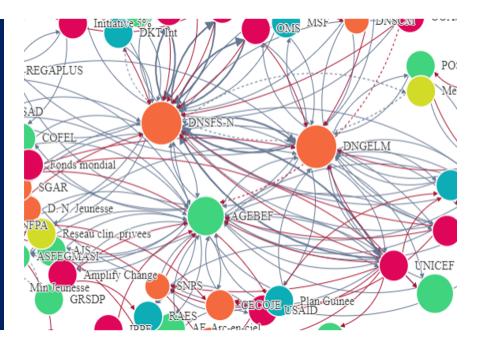
Un nombre pléthorique des acteurs intervenant dans le domaine de la SMNI avec une dominance PTF.

- La multiplicité des acteurs est souvent à l'origine de difficultés dans la coordination et le contrôle des interventions sur le terrain
- La multiplicités des acteurs est souvent cause d'ineffectivité en termes d'impacts sur le changement social et de comportement recherché.
- La multiplicité des intervenants peut engendrer la duplication des actions par endroits et une mauvaise répartition voire un gaspillage des ressources.
- La cartographie montre que l'AN et le SGAR n'ont presque pas de lien d'une véritable concertation avec les autres acteurs. Cela a d'ailleurs été mentionner par certains participants lors des cartographies.

Dynamique du réseau des acteurs SMNI vs problématique de coordination des interventions

Le réseau est dense avec une forte centralité de trois acteurs que sont la DNSFSN (Direction Nationale de la Sante Familiale et la Nutrition), l'AGBEF (Association Guinéenne pour le Bien-être Familiale) et DNGELM (Direction nationale des Grands endémies et lutte contre les maladies).

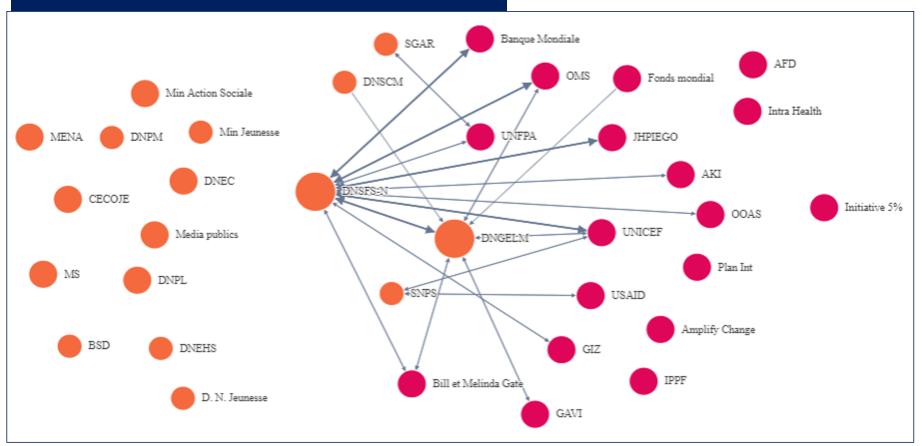
Toute stratégie de coordination ou de contrôle des interventions en matière de SMNI au niveau national doit nécessairement prendre en compte la centralité de ces acteurs.



La dynamique de concertation en SMNI au niveau national?

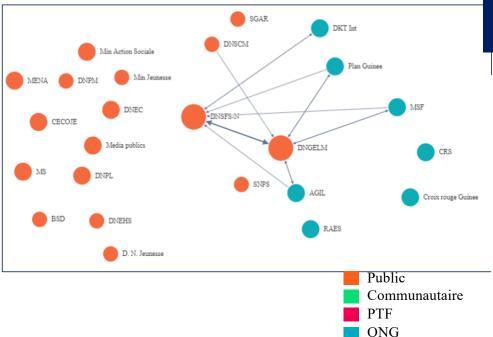
• La concertation entre l'Etat et les PTF n'est pas suffisamment renforcée. La cartographie des concertation (voir diapo suivant) révèle que sur 17 PTF engagés dans le cadre de la SMNI au niveau national, seulement 2 (UNICEF, OMS) se concertent avec les deux acteurs publics centraux (DNSFSN, DGELM). 9 des 17 PTF entretiennent des liens réguliers de concertation avec l'un des deux acteurs centraux publics. 5 d'entre eux n'entretiennent aucune relation de concertation. Or, une bonne concertation ou collaboration entre les PTF engagés dans la SMNI et l'Etat pourrait aider dans une meilleur visibilité et coordination des différentes activités réalisées par d'autres acteurs au niveau local grâce au financement de ces PTF.

Concertation entre acteurs publics et PTF en matière de SMNI au national



La concertation avec les ONGs peut être améliorée.

*Sur 7 ONGs engagées sur le terrain, seulement 4 d'entre elles ont des cadres de concertation proprement dite avec les acteurs publics les plus influents de la SMNI. Les échanges avec les participants lors des cartographies révèlent. Plutôt des comportements ou actes de formalité.

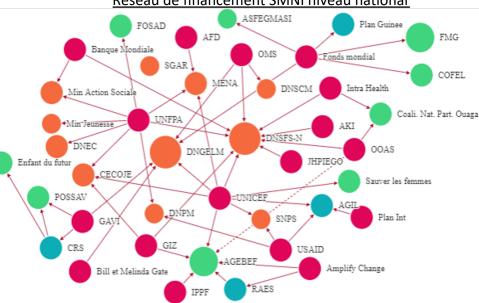


Privé

Le circuit de financement des acteurs

- La cartographie ci-dessous montre que les PTF sont les principaux pourvoyeurs de fonds des acteurs au niveau national. La DNSFSN, l'ABBEF, la DNGLEM, CECOJE sont les acteurs qui reçoivent le maximum de financement.
- Financement vs contrôle et coordination des interventions. La lecture des circuits de financement révèle par endroit une déconnection entre des acteurs communautaires financés par certains PTF et les acteurs publics centraux tels la DNSFSN ou la DNGELM. La Coalition nationale sur le partenariat de Ouaga et Enfant du futur en sont une illustration. La coordination doit commencer dès la réception des financement par les acteurs, ce qui assure d'office la visibilité et le suivi des activités des acteurs.

Réseau de financement SMNI niveau national



Acteurs engagés dans l'amélioration de la SMNI au niveau régional		
Communautaires	PTF	ONG
Tinkesso; ANCG; SAMI; CGPD; Espace	DKT Int ; RAES ;	Terre des
Féminin; Dynam; CEAD; BRESTO Action;	CRS; Plan Guinée;	hommes; OPAL'S
ABEF; AGIL; AMESS G; ONAM;	Croix rouge Guinée ;	
OSPADEC; AGBEF;; Espoir Sante; FMG;	AGIL; MSF	
Pride Guinée		
	Communautaires Tinkesso; ANCG; SAMI; CGPD; Espace Féminin; Dynam; CEAD; BRESTO Action; ABEF; AGIL; AMESS G; ONAM; OSPADEC; AGBEF;; Espoir Sante; FMG;	CommunautairesPTFTinkesso; ANCG; SAMI; CGPD; EspaceDKT Int ; RAES ;Féminin; Dynam; CEAD; BRESTO Action;CRS ; Plan Guinée ;ABEF; AGIL; AMESS G; ONAM;Croix rouge Guinée ;OSPADEC; AGBEF;; Espoir Sante; FMG;AGIL; MSF

Qui influence l'amélioration de la santé maternelle, néonatale et infantile en Guinée en 2019?

Constat General

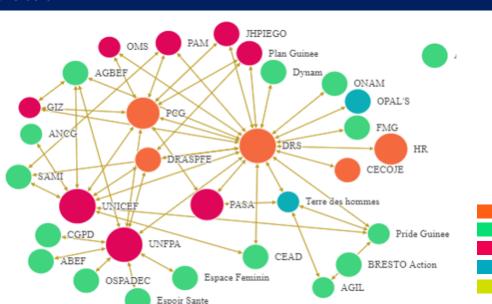
Le nombre des acteurs au niveau régional est nettement moins élevé comparativement au niveau national

- Une réduction considérable des acteurs publics qui passe de 17 au niveau national à 4 au niveau régional.
- Une forte présence des acteurs communautaires. Cela est compréhensible et cette présence devrait se renforcer au niveau local.

Dynamique du réseau des acteurs SMNI au niveau régional vs problématique de coordination des interventions

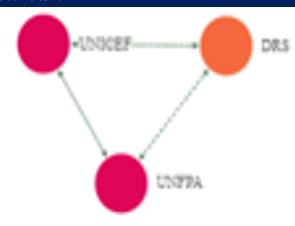
Des relations de contrats de mis en œuvre

• De l'avis des participants aux cartographies du niveau régional, les relations entre les acteurs (PTF, acteurs communautaires, acteurs publics) sont établies beaucoup plus dans le sens de contrats d'exécution de programme ou projet, plutôt qu'une véritable relation de partenariat empreinte de concertations permanentes. Or, les acteurs communautaires du niveau régional peuvent beaucoup apporter à l'Etat en termes d'information pour une meilleure coordination des différentes interventions.



Divergences entre acteurs et impact sur la coordination?

- La cartographie ci-contre révèle des divergences entre l'UNICEF, la DRS et l'UNFPA au niveau régional.
- Les PTF se plaignent du retard qu'accuse la DRS dans la transmission des rapports techniques et financiers, tandis que la DRS récuse les retards de décaissement des fonds par certains PTF ainsi que la non prise en compte de ses recommandations.
- Le non respect des engagements par certains PTF dans l'exécution de certaines activités planifiées dans le PAO serait à l'origine de mécontentement des acteurs publics.
- Certains acteurs n'honoreraient pas ses engagements de paiement via la plateforme mobile de paiement. Cela cause d'énormes retards de paiement des acteurs sur le terrain.



Public

PTF

ONG

Privé

Communautaire

Tableau Interactif des Acteurs SMNI au Niveau National et Regional

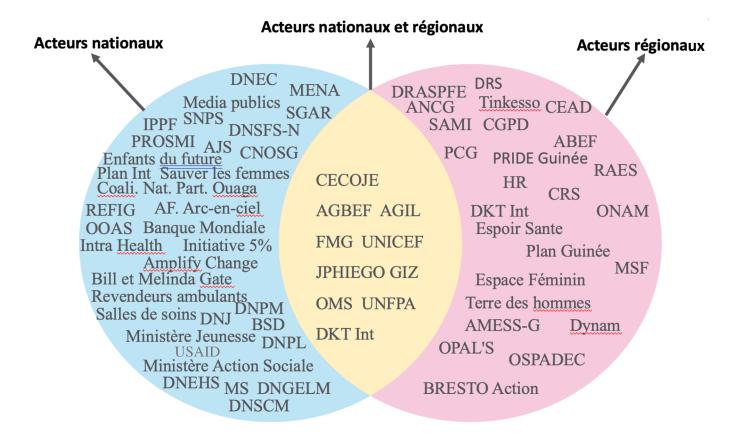
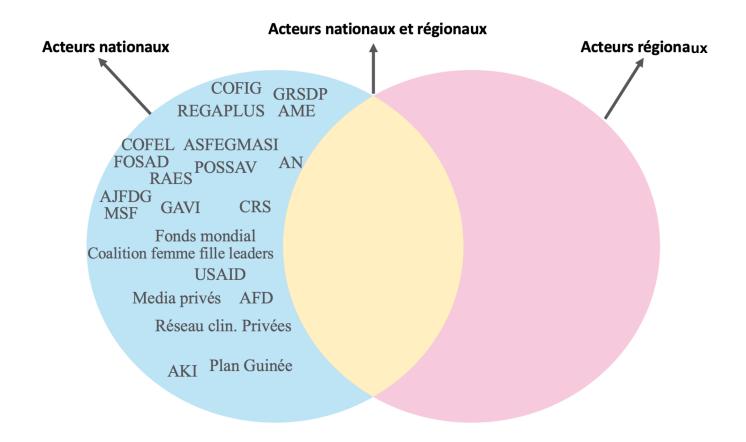


Tableau Interactif des Acteurs SMNI au Niveau National et Regional



Qui influence l'utilisation des méthodes modernes de contraception en Guinée en 2019?

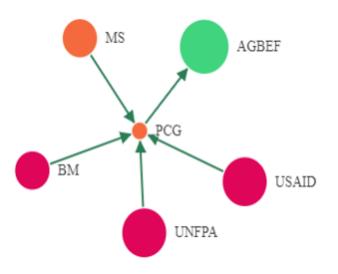
Acteurs engagés dans la promotion des méthodes modernes de contraception niveau national				
Publics	Communautaires	PTF	PRIVE	
DNSFN; DNSC-MT;	Comite Santé AN ; FOSAD ;	BM ; Partenariat	Réseau	
DNPM; DNEH; BSD ;	AGBEF; COCOBA; CAM;	Ouaga ; OOAS ;	cliniques	
SGAR ; Media	GRSDP ; AJS ; Coalition Part.	Amplify Change ;	privées; Media	
publics; PCG; MS; DN	Ouaga	GIZ ; IPPF ;	privés	
Jeunesse ; SNP		UNICEF;		
Santé; DKTE		JHPIEGO; USAID ;		
		OMS ; UNFPA		

Organisation de l'approvisionnement en intrants vs problématique de coordination au niveau national

Le rôle central des PTF et de la PCG.

- L'acquisition des intrants contraceptifs est assurée en grande partie par trois Partenaires qui sont: l'UNFPA, USAID et la Banque Mondiale (BM). Soit 70% d'approvisionnement par les PTF et les 30% assurés par l'Etat.
- Les intrants sont mis à la disposition de la Pharmacie Centrale de Guinée (PCG) qui se charge du dispatching. Au niveau National, l'AGBEF est le principal partenaire communautaire de la PCG dans la distribution des intrants. Elle développerait une approche spécifique basée sur le transfert des compétences qui lui permet d'impliquer beaucoup d'autres acteurs communautaires.
- Le manque de contrôle des prix des intrants de contraception au niveau national serait un handicap important dans la coordination de la politique globale de planification familiale. Les participants aux NetMap ont déploré la variation des prix de l'implant allant de 10.000 GNF (prix autorisé) à 100 000 GNF selon les endroits. Cette variation serait même un facteur de désintéressement de beaucoup de personnes.

<u>Circuit intrants en PF niveau</u> national

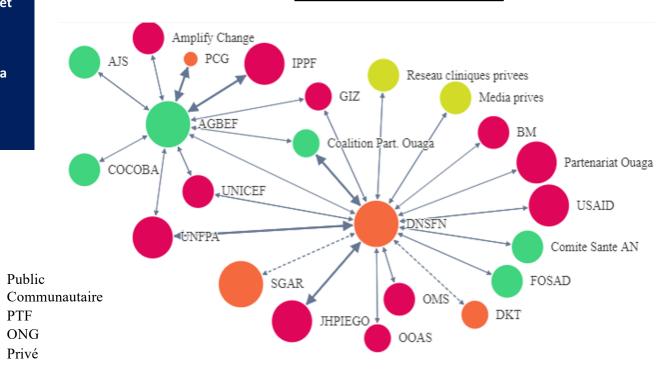


PTF

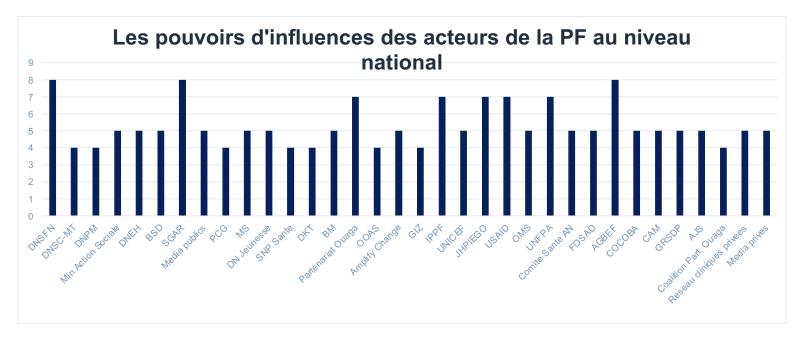
Concertations entre acteurs au niveau national et défis de coordination des activités CSC

Une dynamique de concertation animée par la DNSFN et l'AGBEF. La cartographie ci-dessous montre une forte centralité du rôle joué par la DNSFN et l'AGBEF.

Concertation PF niveau national



Qui influence l'utilisation des méthodes modernes de contraception en Guinée en 2019?



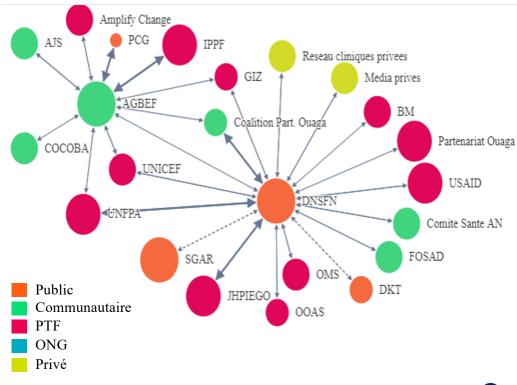
Cependant, 9 des 13 acteurs publics engagés dans la PF restent isolés des flux de concertation sans lien avec les autres acteurs dans la cartographie. Cette faible implication des autres acteurs publics pourrait être à l'origine de difficultés dans la coordination, dans la mesure où la DNSFN se retrouve seule trop chargée et donc moins efficace. Un acteur comme le SGAR qui fait partie des plus influents et qui aurait attitude méfiante vis-à-vis de la PF (voir charte ci-dessous) reste malheureusement sous impliqué dans les initiatives de concertation entre les acteurs.

Concertations entre acteurs au niveau national et défis de coordination des activités CSC

La concertation transversale entre acteurs communautaires reste faible à vue d'œil.

- Il ne peut y avoir de coordination efficace des interventions sur le terrain tant que les acteurs communautaires ne créent pas la synergie en se concertant pour harmoniser leurs activités.
- La cartographie montre malheureusement qu'il n'existe pas d'initiative de concertation entre les acteurs communautaires pour réunir leurs forces et peaufiner leurs stratégies pour être plus efficaces sur le terrain.
- Cette dynamique pourrait être bâtie autour de l'AGEBEF qui se révèle être l'acteur communautaire le plus influent avec une forte centralité dans la dynamique générale des acteurs engagés dans la lutte pour la PF.

Concertation PF niveau national

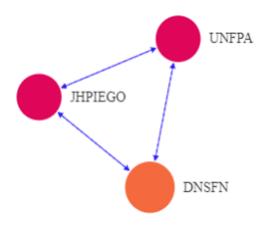


Des rivalités entres des acteurs influents qui ne sont pas sans effet sur la coordination des interventions sur la PF

Une confrontation inavouée de leadership entre UNFPA et JHPIEGO dénoncée par les participants.

La cartographie à droite illustre des relations tendues entre l'UNFPA et JHPIEGO sur la base des approches et méthodes de planning proposées par ces derniers. De l'avis des participants aux NetMap, cette rivalité serait même à l'origine d'une certaine incohérence entre les intrants distribués par ces derniers sur le terrain et les données qu'ils fournissent en termes de résultats.

Rivalités/tensions PF niveau national



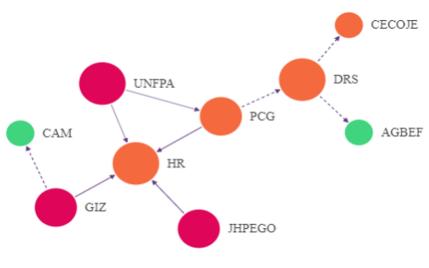
Qui influence l'utilisation des méthodes modernes de contraception en Guinée en 2019?

Acteurs engagés dans la promotion des méthodes modernes de					
contraception niveau régional					
Publics	Communautaires	PTF	PRIVE		
DRS; IRAR; Centres conviviaux	FMG ; AGBEF ; Espaces	OIM ; UNFPA ; Plan	Media prives ;		
des universités ; Media publics ;	féminins ; ABEF ; CAM	Guinée ; GIZ ;	Ecole de santé		
Ecole de santé publiques ; ACT		UNICEF; JHPEGO	privées		
Social; PCG; IRE; IRJ;					
SERACCO; CECOJE; HR					

Organisation de l'approvisionnement en intrants vs problématique de coordination au niveau régional

- L'Hôpital Régional (HR) est le principal réceptionniste des intrants au niveau régional. L'HR se charge de réceptionner les approvisionnement en intrants et d'en faire le dispatching auprès des acteurs locaux.
- Des ruptures de stocks sont constatées au niveau local et trouveraient leurs sources dans le disfonctionnement du circuit d'approvisionnement régionaux.
- De l'avis des participants, les quantités d'intrant livrées sont inférieures à la demande.
- Les échanges ont révélé qu'il y aurais des pratiques frauduleuses dans la chaines d'approvisionnement et qui auraient conduit à l'existence d'un marché noir des intrants de la PF. Certains intrants seraient réorientés dans des cliniques privées.

Circuit des intrants PF niveau national





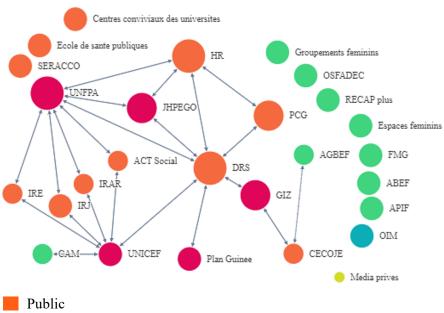
La fiabilité des données sur la PF est constamment remise en cause par un certain nombre de facteurs

- Les conflits de leadership entre certains acteurs conduit à des données peu fiables.
- Les outils de collectes ne sont pas harmonisés et ne prennent pas en compte l'intégration de nouvelles cibles
- Les informations sur les ado-jeunes ne ressortent pas dans les données
- La lenteurs dans la remontée des informations

Une concertation sans les acteurs communautaires

- Une fois de plus, les initiatives de concertation entre les acteurs engagés dans la promotion des méthodes modernes de contraception montrent de grandes limites.
- Les acteurs communautaires entretiennent très peu de relations de concertation véritable avec les autres partenaires d'une part, et d'autre part de façon transversale entre acteurs communautaires, à l'exception de l'AGBEF qui entretient des liens de concertation occasionnels avec les CECOJE et de CAM avec l'UNICEF.

Concertation PF niveau régional





Les représentants régionaux des ministères manquent de leadership au niveau communautaire

- La cartographie des concertations entre les acteurs de la PF au niveau régional illustrée plus haut a suffisamment démontré que l'Inspection Régionale de la Jeunesse (IRJ), l'Inspection Régionale de l'Education (IRE), et l'Inspection Régionale des Affaires Religieuses (IRAR) n'entretiennent pas de rapports de concertations avec les acteurs communautaires dans le cadre de leurs activités de promotion de la PF.
- Or, l'une des principales raisons de la présence de ces Inspections régionales est de créer une véritable coordination multisectorielle des interventions sur le terrain.

Qui influence l'utilisation des méthodes modernes de contraception en Guinée en 2019?

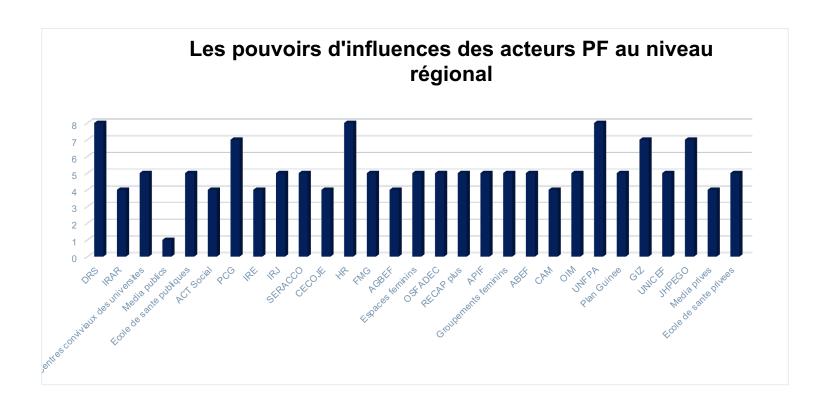
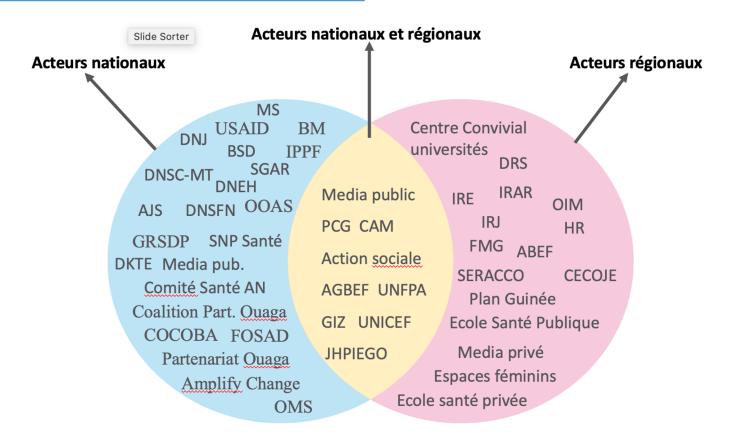
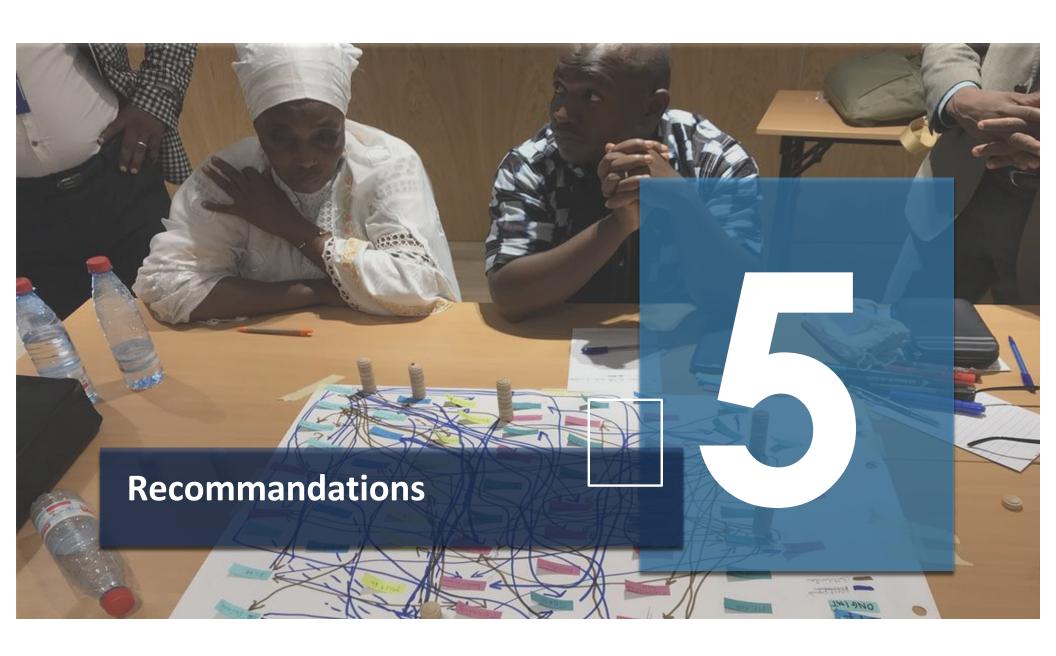


Tableau Interactif des Acteurs SMNI au Niveau National et Regional





Recommandations pour un meilleur impact des interventions contre le paludisme

- Renforcer la collaboration entre le PNLP et les acteurs communautaires notamment à travers une supervision rapprochée au niveau régional.
- Mieux organiser les acteurs sur le terrain en renforçant la dynamique de concertation communautaire au niveau régional.
- Minimiser les difficultés de coordination liées à la multiplicité des acteurs en développant des oasis de concertation autour des acteurs communautaires influents qui serviront à leur tour de ponts avec les DRS.
- Aller d'avantage vers la promotion des moustiquaires coniques mieux préférées des populations.

Le paludisme NETMAP



Recommandation pour un meilleur Impact des Interventions en SMNI

- Créer un cadre de concertation à l'image du Comité National SMNI au niveau communautaire. Cela permettra de créer et renforcer une véritable dynamique d'actions concertées entre ces acteurs et de faciliter la lisibilité, le contrôle et la coordination des actions sur le terrain.
- Travailler à susciter des acteurs leaders comme c'est le cas de l'AGBF au niveau communautaire. Les acteurs leaders joueront un rôle tampon dans la coordination et l'harmonisation en interne avec les autres acteurs communautaires pour faciliter le suivi et la remontée régulière de l'information terrain auprès des autorités. Cela permettrait d'ailleurs de désengorger l'AGBEF qui est visiblement submergée et a qui certains participants au NetMap reprochent une grande expérience sans grands résultats sur le terrain.
- Créer ou renforcer une véritable concertation entre les partenaires financiers et l'Etat tant au niveau national que régional. Cela aiderait à rendre fluide et lisible l'actions de financement, et faciliter la coordination des interventions sur le terrain.
- Convertir les forces négatives en forces positives. Les participants à la cartographie au niveau national ont jugé l'Assemblée Nationale (AN) et le Secrétariat Général des Affaires Religieuses (SGAR) plus ou moins favorables à la politique de changement social et de comportement menée dans le cadre de la SMNI. Ils estiment que l'AN dispose de tout pouvoir pour légiférer et créer un meilleur impact sur la SMNI. Certains leaders religieux membres du SGAR seraient farouchement opposés à la politique SMNI. Une conjugaison de lobbying, de concertation et de sensibilisation à leur endroit pourrait aider à changer leur position et canaliser leur influence.

Recommandations pour un meilleur impact des interventions en PF/SR

- Standardiser le prix des contraceptifs au niveau national car il varie entre le prix autorisé (10 000 GNF) et 100 000 GNF selon le lieu.
- Les acteurs communautaires doivent travailler ensemble pour harmoniser leurs activités et coordonner efficacement les interventions sur le terrain. En outre, cette synergie peut et doit être construite autour de l'AGEBEF.
- Améliorer la chaîne de distribution, en particulier au niveau régional, pour garantir la livraison de quantités suffisantes de fournitures aux prestataires de services.
- Renforcer la capacité et le leadership des représentants des ministères régionaux et exiger une relation consultative avec les acteurs communautaires dans le cadre de leurs activités de promotion de la PF.

Le paludisme NETMAP



Get in touch!

Breakthrough Action



@BreakthroughAR



@Breakthrough_AR



999 North Capitol Street NE Washington, DC 20002



+1 410.659.6300



